

Un séisme programmé

Le 21 avril 2002 le candidat Le Pen s'est qualifié pour le second tour des élections présidentielles en obtenant 4.804.713 voix. Cela a été présenté comme une catastrophe majeure, un séisme politique. En 1995, l'événement marquant du premier tour des présidentielles était le triomphe surprise de Lionel Jospin. Si le candidat Le Pen n'avait terminé que quatrième, il avait déjà obtenu 4.571.138 voix - pas beaucoup moins qu'actuellement. La sismologie politique n'est décidément pas une science très exacte.

Ce n'est pas le seul paradoxe de ce premier tour des élections présidentielles. "Au lieu de voter Jospin, j'ai voté pour X, un 'petit candidat' de gauche. Aujourd'hui je m'en mords les doigts." On nous a rabattu les oreilles avec de tels témoignages. Le paradoxe n'est pas dans le fait que des gens aient voté X alors qu'ils "préfèrent" Jospin. Plus précisément, il s'est agi d'un choix entre deux expressions: ils ont préféré exprimer qu'X incarnait mieux leurs aspirations que Jospin, plutôt que d'exprimer que Jospin leur paraissait un moindre mal comparé à Chirac.

Faux regrets

Un tel choix entre suffrage "expressif" et suffrage "utile" est tout à fait normal: face aux mécanismes du système d'élections, les votants développent des stratégies dans l'espoir d'influencer, à travers leur bulletin de vote, le résultat du suffrage. Voter, par exemple, communiste ou trotskiste, afin de tirer vers la gauche la politique du candidat socialiste. Ou, au contraire, voter pour le candidat socialiste dès le premier tour, même si on le trouve un peu mou, afin qu'il fasse un bon score et aborde le second tour en position de force - pour faire gagner la gauche. Comme on ne sait quelles seront les considérations

stratégiques des autres votants, de tels calculs comportent toujours une partie de risque. Ainsi, le candidat socialiste pourrait faire valoir son score élevé au premier tour pour infléchir sa politique vers le centre. Réciproquement l'image d'une gauche désunie au premier tour risque de réduire ses chances au second, voire l'empêcher d'y être présent.

Jospin espérait gagner au centre dès le premier tour pour mieux l'emporter au second. Les erreurs de calcul ne sont pas l'apanage des électeurs...

Que des personnes dont le vote a produit un effet autre que celui souhaité éprouvent un regret, cela se comprend. Ce qui est paradoxal, c'est qu'on les accuse, qu'ils se sentent eux-mêmes coupables. Quand on vote, selon telle ou telle logique, on prend ses responsabilités. Il n'y a pas de honte à se tromper.

Si les électeurs des "petits candidats" ne sont pas coupables, seraient-ce les candidats eux-mêmes? Après coup il est facile de calculer que rien que les voix obtenues par la candidate du PRG (aile centriste de la gauche plurielle) auraient largement suffi à Jospin pour atteindre le second tour. Mais comme il y avait un candidat communiste et un vert, pourquoi le PRG n'aurait-il pas eu le droit de faire bande à part? Et, pour les candidatures sur la gauche du PS, comment renoncer à proposer une alternative quand Jospin faisait allègrement campagne au centre.

La faute à Jospin donc, pour s'être trop peu démarqué de Chirac? Mais là encore, il s'agissait d'un calcul stratégique: gagner au centre dès le premier

tour pour mieux l'emporter au second. Les erreurs de calcul ne sont pas l'apanage des électeurs...

Autre accusé: les sondages. N'ayant pas prédit la percée de Le Pen, ils auraient fait croire aux électeurs de gauche qu'ils ne risquaient rien en omettant de voter pour Jospin. Après avoir, dans le passé, restreint la publication des sondages parce qu'ils pouvaient donner une information juste mais perturbatrice, on voudrait maintenant les interdire parce qu'ils seraient faux. Le problème ne vient-il pas plutôt de l'usage qu'on en fait? Des électeurs qui croient dur comme fer que les sondeurs savent prédire l'avenir, malgré leurs échecs répétés, des journalistes qui comparent des écarts de quelques pour cents alors qu'il est notoire qu'il reste 40 pour cent d'indécis - est-ce vraiment la faute aux sondages?

Sondages redressés au pif

La démoscopie est une science empirique. Comme environ la moitié des électeurs de Le Pen cachent leurs intentions, les sondeurs appliquent un facteur correcteur, de l'ordre de deux. Cela signifie qu'un sondage donnant Le Pen à 13,4 pour cent n'a mesuré que 6,7 pour cent! Cette fois-ci, il semblerait que les sondeurs aient eu peur de surestimer le vote Le Pen en redressant trop les mesures. Ils travaillent au pif, et cela n'est pas un secret. Aux électeurs et aux candidats d'en prendre acte.

Les seuls responsables incontestés du résultat de Le Pen sont - ceux et celles qui ont voté pour lui. Or ils ne sont pas beaucoup plus nombreux qu'en 1995. Ce n'est qu'en pourcentages que Le Pen a fait un bond en avant - de 15,0 à 16,86 pour cent. Cela est dû au taux d'abstention record de presque 30 pour cent. Les abstentionnistes artisans de la vic-

toire de Le Pen? Faut-il introduire l'obligation de vote? Mais s'il est vrai que ce sont plutôt des électeurs potentiels de gauche qui se sont abstenus, là encore la règle du jeu est connue et elle est la même pour tout le monde.

Vouloir changer la règle du jeu parce qu'on a perdu une partie, semble être un réflexe commun, mais peu raisonnable. Avant les élections il était de bon ton de demander d'abolir l'obligation, pour les candidats, de présenter 500 signatures d'élus, qui faillit mettre en échec plusieurs candidatures. Aujourd'hui la "fausse bonne idée" serait de mettre la barre encore plus haut - cela aboutirait sans doute à moins de candidats, mais à encore plus d'abstentions et de désintérêt. Le suffrage universel n'est pas toujours facile à assumer - il donne le droit de vote à tous, même aux imbéciles. Mais il est seul compatible avec une idée moderne de la démocratie.

De même le combat contre l'extrême droite doit se faire de manière démocratique. De nombreux commentateurs français se sont félicités qu'en France, contrairement à l'Allemagne, on ne cherche pas à interdire le FN. L'idée d'évincer Le Pen à travers l'obligation des 500 signatures a également été critiquée comme conduisant à une situation malsaine. Il est d'autant plus étonnant que tout le monde se félicite que le mode de scrutin majoritaire aux élections législatives de juin privera sans doute Le Pen d'une présence significative à l'Assemblée nationale.

Piper les dés?

A côté du mérite, douteux, d'écarter l'extrême droite, le système majoritaire est généralement apprécié parce qu'il donne des majorités stables. En effet, il favorise les grands partis et conduit souvent au bipartisme, et il trans-

forme de petits glissements dans les préférences des électeurs en des changements importants au niveau de la composition du parlement. Cela n'a pas empêché la Ve République de voir des Assemblées fortement hétérogènes, En 1988, les élections n'ont même donné aucune majorité claire, et ont conduit à un gouvernement Rocard toléré par le parti communiste - de Gaulle a dû se retourner dans sa tombe. Réciproquement de nombreux pays ayant adopté un système plus ou moins proportionnel sont gouvernés depuis des décennies par des majorités stables.

Certes, il n'y a pas de mode de scrutin idéal, mais le système majoritaire des législatives françaises est pour quelque chose dans le choc de ce premier tour des présidentielles. Pourquoi la gauche et la droite modérées n'ont-elles pas proposé de candidat unique? Déjà en 69, la gauche, désunie, avait été absente du second tour. Et les doubles candidatures de droite, en 88 et en 95, comportaient le risque d'une droite modérée écartée au second tour. Jospin aurait pu

chercher à imiter Mitterrand, qui, en 65 et en 74, avait réussi à rassembler l'ensemble de la gauche.

Paradoxes de la Ve

Ce qui rend difficile des candidatures unitaires, c'est que, pour les petits partis, les présidentielles sont la seule occasion de "se compter", d'établir le poids qu'ils ont réellement dans la vie politique. C'est en partie sur la base du score obtenu au premier tour des présidentielles que les partis passent des accords électoraux pour les législatives. En effet, depuis longtemps en France, le système majoritaire à ces élections, loin de bannir les arrangements entre partis, les favorise. Ce n'est plus le système électoral qui structure le paysage politique, mais celui-ci qui soumet les mécanismes du scrutin à sa logique.

Cette adaptation a permis la présence d'une gauche radicale à l'Assemblée, hier communiste, demain, peut-être, trotskiste. A droite les accords électoraux avec Le Pen restent tabou. Cela permet de ne pas voir en face le poids des

opinions d'extrême droite dans la population française. Et cela constitue une tentation permanente pour la droite modérée, surtout quand elle risque de perdre, pour la deuxième fois, des élections législatives à cause de la présence d'une extrême droite dont on ne peut pas récupérer les voix.

C'est le scénario du prochain "séisme": la droite craque, Le Pen entre massivement à l'Assemblée voire au gouvernement - sans forcément avoir gagné en pourcentage. Une telle évolution brusque, même si elle paraît peu probable aujourd'hui, est inscrite dans la logique du système électoral. Pour l'empêcher, il faut d'abord prendre conscience de ce qui constitue le véritable choc de ce premier tour: plus de quinze ans après ses premiers succès, malgré sa mise à l'écart et malgré la scission récente du FN, Le Pen est toujours là.

Raymond Klein

Majorité silencieuse PAR NICOLAS VIAL

